

**Union européenne - Iran -
Territoires palestiniens -
Déclaration de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, à son arrivée au
Conseil affaires étrangères
(Bruxelles, 22 janvier 2018)**

Il y a quelques jours, je suis venu ici rencontrer avec la Haute représentante et mon collègue allemand et mon collègue britannique Mr. Zarif, le ministre des affaires étrangères iranien. Nous avons travaillé, à un moment crucial, pour essayer de faire en sorte que les Etats-Unis ne rompent pas l'ensemble du dispositif de Vienne, dit JCPOA.

Nous avons observé avec intérêt que le président Trump n'a pas rompu l'accord, même si, d'un autre côté, il a posé des exigences qui ressemblent parfois à des ultimatums. Nous aurons l'occasion, au cours de cette réunion, de refaire le point sur ce dossier essentiel, avec la fermeté sur la nécessité de maintenir cet accord qui est un élément essentiel de la lutte contre la prolifération. Et puis nous aurons aussi l'occasion de dire notre fermeté sur le respect par l'Iran de la résolution 2231 des Nations unies qui limite l'accès à la capacité balistique et que l'Iran ne respecte pas. Nous aurons aussi l'occasion de redire nos préoccupations, nos interrogations à l'égard des tentations de déstabilisation qu'initie l'Iran aujourd'hui dans l'ensemble de la région, que ce soit au Yémen, au Liban, ou en Syrie. Cela sera un point important des communications de la matinée.

Je rajoute à cela le fait que nous allons rencontrer Mahmoud Abbas en fin de matinée. J'aurai l'occasion de dire la volonté de la France de faire en sorte que l'Union européenne maintienne sa posture, je crois que ce sera le cas, d'une paix juste et durable, avec la réaffirmation de la nécessité de deux Etats et d'un processus politique qui puisse aboutir, par la négociation, à cette situation. Et nous aurons, je l'espère, l'occasion de dire à Mahmoud Abbas que nous voulons passer, concernant les relations entre l'Union européenne et la Palestine, d'un accord intérimaire à un accord d'association et que l'on engage dès à présent un processus dans cette direction.

Enfin, nous aurons l'occasion de parler de la Libye, puisque nous serons amenés pour notre part à affirmer notre soutien à l'initiative de l'envoyé du Secrétaire général des Nations unies, M. Salamé, pour que nous puissions aboutir à un processus électoral qui fera suite à la conférence inclusive que M. Salamé va proposer aux Libyens dans les jours qui viennent. Nous avons donc un ordre du jour assez chargé, sur des zones de crise importantes./.